

INTÉGRATION CONTINENTALE : CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS



11 septembre 2001

La frontière entre le Canada et les États-Unis est fermée temporairement après l'attaque terroriste contre le complexe du World Trade Center à New York.

25 septembre 2001

Invoquant le 11 septembre, Thomas d'Aquino, président du Business Council on National Issues, devenu maintenant le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE), dit que le Canada devrait « s'engager dans une harmonisation et une intégration plus fondamentales » [traduction] avec les États-Unis si nous voulons garder la frontière ouverte pour le commerce.

26 novembre 2001

Thomas d'Aquino et d'autres « leaders » demeurés anonymes envoient une lettre à Jean Chrétien et George W. Bush pour réclamer une « frontière intelligente » entre le Canada et les États-Unis qui « utiliserait la technologie pour améliorer à la fois la sécurité et la circulation transfrontalière des marchandises et des personnes. » [traduction]

12 décembre 2001

Sans débat public ou au Parlement, le vice-premier ministre John Manley et le directeur du département de la Sécurité intérieure Tom Ridge signent la déclaration de frontière intelligente, un plan en 30 points d'harmonisation de la réglementation des deux pays en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, incluant la création d'une liste d'interdiction de vol commune et d'un système de surveillance des passagers.

Avril 2002

L'Institut C.D. Howe publie un rapport du professeur Wendy Dobson de l'Université de Toronto qui demande « l'intégration plus poussée » avec les États-Unis, incluant une union douanière de l'Amérique du Nord, un marché commun, un pacte de partage des ressources et la participation entière à la « guerre contre la terreur » entreprise par les États-Unis.

28 juin 2002

John Manley et Tom Ridge font état du progrès de la déclaration sur la frontière intelligente, incluant « l'accélération de la collaboration en matière de renseignement » [traduction] et « une approche commune pour inspecter les voyageurs de vols internationaux avant leur arrivée dans l'un des deux pays et pour identifier ceux qui justifient une vérification de sécurité additionnelle. » [traduction]

26 septembre 2002

Le citoyen canadien Maher Arar est arrêté à l'aéroport John F. Kennedy de New York et détenu pendant 12 jours avant d'être déporté en Syrie où il est emprisonné et torturé pendant un an. En 2006, une commission du gouvernement du Canada formée pour étudier l'affaire blâme le partage à la hâte de renseignements erronés entre les organismes de sécurité du Canada et des États-Unis.

Janvier 2003

Le CCCE lance « l'initiative de Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) », qui demande aux gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis d'intégrer encore plus étroitement leurs trois économies par l'entremise d'une nouvelle entente (« new deal »). L'entente comprendrait un « pacte exhaustif en matière de ressources » [traduction] couvrant l'agriculture, les métaux, les minéraux et l'énergie; le « partage du fardeau de la défense et de la sécurité » [traduction]; et la « création d'un nouveau cadre institutionnel » [traduction] pour l'intégration de l'Amérique du Nord.

3 avril 2003

Le CCCE réunit un groupe de 30 PDG et forme le « groupe d'action des PDG sur la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord » [traduction]. Il s'agit notamment de leaders des grandes entreprises du Canada, dont EnCana, Dofasco, CAE, General Motors, TransCanada Pipeline, BMO, Alcan et SNC Lavalin. « L'intégration économique de l'Amérique du Nord est bien en cour et irréversible et maintenant, face au terrorisme mondial, la sécurité économique et la sécurité physique du continent sont indivisibles, » [traduction] dit Tom d'Aquino.

INTÉGRATION CONTINENTALE : CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

« Le Canada et les États-Unis devraient prendre la tête, en consultation avec le Mexique, de l'élaboration d'un nouveau paradigme pour la coopération nord-américaine. » [traduction]

15 octobre 2004

Le U.S. Council on Foreign Relations lance un groupe trinational, le « groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord » [traduction], dont les vice-présidents sont le président du CCCE Thomas d'Aquino et John Manley. Les membres du groupe de travail sont notamment des intégrationnistes éminents comme Wendy Dobson, Pedro Aspe, Luis de la Calle Pardo et Carla Hills, qui participeront tous plus tard à un forum secret de l'Amérique du Nord pour discuter de l'intégration continentale à Calgary, Alberta du 12 au 14 septembre 2006.

14 février 2005

Le Conseil des Canadiens présente un compte rendu ayant fait l'objet d'une fuite, portant sur une rencontre tenue en octobre 2004 où le groupe de travail sur l'avenir de l'Amérique du Nord décrit les exportations d'eau en vrac comme un objectif politiquement « délicat » d'intégration à long terme qu'il est préférable d'attendre à plus tard avant d'aborder. Le groupe de travail discute également de l'élimination des exceptions courantes de l'ALENA pour la culture, de la « création d'un 'pacte des ressources' nord-américain qui permettrait plus de commerce intrarégional et d'investissement dans certaines ressources naturelles non renouvelables comme le pétrole, le gaz et l'eau douce » [traduction] et d'une « marque de commerce de l'Amérique du Nord » [traduction] pour présenter l'Amérique du Nord comme une sorte de « club de membres privilégiés » [traduction]. Il y a également des plans pour encourager l'instauration d'une identité nord-américaine chez les étudiants des trois pays.

14 mars 2005

Le groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord publie son rapport final, qui demande la création d'une communauté économique et de sécurité de l'Amérique du Nord pour 2010. Tout en étant absentes de la plupart des suggestions les plus controversées et « délicates », y compris celle d'une entente de partage de l'eau, il y a parmi les recommandations clés du rapport le projet d'établir un périmètre de sécurité continental, de créer un tarif extérieur commun, un laissez-passer commun pour le passage aux douanes pour tous les Nord-Américains, une stratégie nord-américaine de l'énergie et des ressources naturelles et la tenue d'une réunion annuelle où les leaders de l'Amérique du Nord peuvent discuter des mesures à prendre pour favoriser l'intégration de l'économie et de la sécurité.

23 mars 2005

Lors d'une rencontre à Waco, Texas, George W. Bush, Paul Martin et Vicente Fox annoncent conjointement la création du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). L'entente trinationale contient presque toutes les recommandations sur l'intégration de l'économie et de la sécurité du continent proposées par le groupe de travail indépendant et l'Initiative sur la sécurité et la prospérité du CCCE qui l'a précédée.

Octobre 2005

Le premier Forum de l'Amérique du Nord réunit les représentants américains, canadiens et mexicains du gouvernement et des entreprises pour discuter de questions relatives à l'intégration économique et sociale continentale; il a lieu dans un endroit secret à Sonoma, Californie. On compte parmi les invités John Manley, l'ambassadeur du Mexique aux États-Unis Carlos de Icaza, le PDG de Chevron David O'Reilly, l'ancien directeur de la CIA James Woolsey et une kyrielle de conseillers en matière de politique de George W. Bush. Le Forum fait l'objet d'un article dans les médias nord-américains.

10 et 11 janvier 2006

Le Council of the Americas, United Postal Service et le North American Business Committee organisent un « dialogue du secteur public et du secteur privé sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité » [traduction] à Louisville, Kentucky. La rencontre accueille 50 représentants du gouvernement et leaders d'entreprise du Canada, des États-Unis et du Mexique, y compris des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada, de la présidence mexicaine, du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, et des représentants d'ExxonMobil, DaimlerChrysler, Ford, Tyco et FedEx. Ils y discutent de « marier les questions de politique avec les priorités commerciales » [traduction], en disant ouvertement que « le leadership des gouvernements dans la reconnaissance de l'importance des dossiers commerciaux pour le bien-être collectif habilite le secteur privé à participer en profondeur et avec pragmatisme aux dossiers du commerce et de la sécurité sans égard indu aux sensibilités politiques. » [traduction]

INTÉGRATION CONTINENTALE : CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Ils proposent d'établir un « Conseil nord-américain de la compétitivité » pour être le moteur du processus du PSP.

23 janvier 2006

Les Conservateurs arrivent à Ottawa à la tête d'un gouvernement minoritaire et le premier ministre Stephen Harper promet de faire des relations entre le Canada et les États-Unis une des grandes priorités de son gouvernement en dépit des résultats des enquêtes d'opinion indiquant que la question vient bien loin derrière le régime de santé publique et l'environnement pour le public canadien.

31 mars 2006

Au deuxième sommet du PSP à Cancun, au Mexique, le président Bush, le premier ministre Stephen Harper et le président mexicain d'alors Vicente Fox annoncent la création du Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC). Ce groupe de travail des entreprises chargé de diriger le processus de PSP comprend au moins 10 PDG de chaque pays, y compris les représentants de Lockheed Martin, Wal-Mart, General Motors, Home Depot Canada, Canfor et Suncor.

15 juin 2006

Le CNAC est lancé officiellement lors d'une conférence de presse organisée conjointement par le secrétaire américain au Commerce Carlos Gutierrez, le ministre de l'Économie du Mexique Sergio Garcia de Alba et le ministre de l'Industrie du Canada Maxime Bernier. Un rapport du Council of the Americas révèle qu'on a voulu institutionnaliser la participation de la communauté des affaires de l'Amérique du Nord au processus de PSP « pour que le travail se poursuive au travers des changements des administrations. » [traduction] En outre, le CNAC doit s'assurer que « les gouvernements se tournent vers le secteur privé pour leur dire ce qui doit être fait. » [traduction] Selon un communiqué de presse du gouvernement du Canada, le CNAC « a pour mandat de formuler aux gouvernements des recommandations sur les grands dossiers, notamment la facilitation du passage à la frontière et les règlements connexes, de même que la compétitivité de secteurs clés comme l'automobile, les transports, la fabrication et les services. »

15 août 2006

Le CNAC se réunit à Washington, D.C. pour déterminer les dossiers prioritaires du PSP. Les leaders des entreprises décident que les membres des États-Unis vont s'occuper de la « convergence de la réglementation », les Canadiens de la « facilitation du passage à la frontière » et les Mexicains d'un plan pour « l'intégration énergétique ».

12 au 14 septembre 2006

Le Forum de l'Amérique du Nord se réunit pour la deuxième fois à Banff, Alberta, cette fois pour discuter des « dimensions démographiques et sociales de l'intégration de l'Amérique du Nord » [traduction], de la coopération en matière de sécurité et d'une « stratégie nord-américaine de l'énergie » [traduction]. Là encore, la réunion est gardée secrète, malgré la participation de militaires de hauts rangs, de politiciens et de hauts fonctionnaires, y compris Stockwell Day, qui refuse de révéler le contenu de son allocution aux médias.

23 novembre 2006

Le gouvernement Harper publie un document d'aperçu financier, *Avantage Canada : Bâtir une économie forte pour les Canadiens*. Avantage Canada louange l'effort du PSP en matière de convergence de la réglementation sur la sécurité frontalière. Il indique aussi que le gouvernement fédéral travaille avec les provinces pour accélérer et rationaliser le processus d'évaluation environnementale, particulièrement en ce qu'il affecte les projets d'infrastructure interfrontaliers. En outre, Avantage Canada met en valeur l'importance d'énormes corridors commerciaux pour le bien-être économique du pays, et il se tourne vers le secteur privé pour l'aider avec tous les nouveaux projets d'infrastructure. Le document dit : « Pour sa part, le nouveau gouvernement du Canada entend établir un bureau fédéral des PPP qui facilitera un recours accru à ces partenariats pour la réalisation de projets d'infrastructure au Canada. Le gouvernement encouragera en outre le développement et l'application de pratiques exemplaires des PPP en exigeant que l'on songe à recourir à ces partenariats pour la réalisation de projets d'infrastructure de grande envergure qui bénéficient du soutien financier de programmes fédéraux. » Le programme de transport du PSP comprend une initiative pour « examiner les bénéfices d'un concept de transport intermodal pour l'Amérique du Nord, » [traduction] l'objectif étant de déplacer les marchandises étrangères, surtout de l'Asie, rapidement par l'Amérique du Nord jusqu'aux marchés clés des États-Unis.

INTÉGRATION CONTINENTALE : CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

23 février 2007

Les ministres du PSP, y compris Maxime Bernier, David Emerson, Stockwell Day et leurs homologues américains Michael Chertoff et Carlos Gutierrez, se réunissent avec le CNAC pour discuter du progrès du programme d'intégration. Le CNAC publie un rapport contenant 51 recommandations, y compris : « Mener les négociations à terme, signer un nouveau cadre de coopération en matière de réglementation de l'Amérique du Nord en 2007 et assurer l'application constante des normes et des exigences en matière de réglementation dans chacun des pays. » [traduction] Le groupe des représentants d'entreprises fait la proposition suivante : « on devrait former, à la signature du cadre, un comité nord-américain sur la coopération en matière de réglementation et de normes, qui inclue le secteur privé, pour examiner sur une base régulière la gamme de différences des normes et de la réglementation par industrie qui nuisent au commerce et pour chercher à réduire les différences établies ou à élaborer d'autres mécanismes pour en diminuer l'incidence sur la compétitivité de l'industrie de l'Amérique du Nord. » [traduction]

19 mars 2007

Le gouvernement conservateur publie son budget 2007 – *Viser un Canada plus fort, plus sécuritaire et meilleur* – dans lequel il promet « d'améliorer le cadre réglementaire du Canada » en « prenant des mesures pour compléter une nouvelle approche moderne en matière de réglementation intelligente » et « en collaborant avec les États-Unis et le Mexique dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité de manière à améliorer la coordination et à accroître la collaboration dans le domaine de la réglementation. » [traduction] Au cœur de la stratégie du gouvernement, il y a l'adoption d'une nouvelle Directive du Cabinet sur la rationalisation de la réglementation qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2007. Le Budget 2007 prévoit neuf millions de dollars en deux ans pour la mise en œuvre de cette initiative.

30 mars au 1^{er} avril 2007

Plus de 1 500 personnes convergent à Ottawa pour participer à *Si l'intégration vous intéresse... Contre le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité*, un événement d'éducation publique sur l'intégration continentale organisé par le Conseil des Canadiens, le Centre canadien de politiques alternatives, le Congrès du travail du Canada, Common Frontiers et un grand nombre d'autres groupes.

1^{er} avril 2007

La nouvelle Directive du Cabinet du gouvernement du Canada sur la rationalisation de la réglementation entre en vigueur, obligeant tous les ministères à prendre en considération « les coûts ou les économies pour le gouvernement, les entreprises ou les Canadiens et l'incidence possible sur l'économie canadienne et sa compétitivité à l'échelle internationale » et « l'incidence possible sur d'autres ministères ou organismes fédéraux, d'autres gouvernements au Canada ou les affaires étrangères du Canada » avant d'adopter toutes sortes de nouvelles règles sur les aliments et les drogues, les pesticides, l'environnement, le régime de santé publique et tout. La directive éloigne encore plus la réglementation du Canada du principe de précaution et la rend plus conforme avec l'évaluation des risques et la conformité volontaire prônées par les États-Unis.

13 avril 2007

Les documents ayant fait l'objet d'une fuite qui ont été acquis par le Conseil des Canadiens révèlent que les exportations d'eau en vrac du Canada aux États-Unis font en fait l'objet de discussions dans le contexte du PSP. Le projet Futur de l'Amérique du Nord 2005, mené par le Center for Strategic and International Studies des États-Unis, le Conference Board du Canada et le Centro de Investigación y Docencia Económicas du Mexique prévoit la tenue d'une série de « rencontres à huis clos » [traduction] sur l'intégration de l'Amérique du Nord qui porteront sur diverses questions très controversées incluant les exportations d'eau en vrac, un périmètre de sécurité conjoint et un pacte continental des ressources.

24 avril 2007

Le Conseil des Canadiens organise une rencontre « porte ouverte » à Calgary pour discuter de la menace des exportations d'eau en vrac posée par l'intégration de l'Amérique du Nord et le PSP, compte tenu du fait que des réunions à huis clos de représentants du gouvernement et des entreprises ont lieu la même semaine pour discuter de la gestion continentale de l'eau.

INTÉGRATION CONTINENTALE : CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

27 avril 2007

Les ministres des Transports de l'Amérique du Nord, incluant le député conservateur Lawrence Cannon, tiennent une réunion sur le PSP en Arizona « pour confirmer et poursuivre notre engagement d'élaborer des systèmes de transports nationaux coordonnés, compatibles et interconnectés. » [traduction] L'élaboration d'un concept de transport intermodal pour l'Amérique du Nord est une initiative du PSP. L'une des principales étapes de cette initiative engage les ministres des Transports à « établir un plan de travail d'un corridor intermodal et un projet pilote de protocole de coopération. » [traduction] La réunion en Arizona, que les ministres décrivent comme la première d'une série, semble être le début de ce projet pilote.

1^{er} mai 2007

La présidente du Conseil des Canadiens Maude Barlow comparaît devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international concernant le PSP, l'énergie et les exportations d'eau en vrac.

7 mai 2007

CanWest News Service rapporte que le Canada est prêt à hausser ses limites sur les niveaux de résidus des pesticides sur les fruits et les légumes « dans un effort d'harmonisation des règles canadiennes sur les pesticides avec celles des États-Unis. qui permettent des niveaux de résidus plus élevés pour 40 % des pesticides qu'ils réglementent. » [traduction] Selon l'article, qui est paru dans les journaux d'un bout à l'autre du pays, « l'effort est en mode accéléré à titre d'initiative du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), un grand plan de rationalisation des protocoles de réglementation et de sécurité de l'Amérique du Nord. » [traduction] L'article prouve que l'harmonisation de la réglementation telle qu'elle est énoncée dans l'ALENA et le PSP force la réglementation à la baisse, et qu'il est rare, si jamais ça se trouve, que les parties qui harmonisent adoptent ensemble des normes plus élevées.

10 mai 2007

Les députés conservateurs sortent en catastrophe des audiences parlementaires sur le PSP comme suite à l'interruption par le président conservateur du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international d'un exposé du membre du conseil d'administration du Conseil des Canadiens, Gordon Laxer, qui faisait le lien entre le PSP et la production des sables bitumineux. Le président du comité Léon Benoit ne peut pas voir le lien entre le PSP et la sécurité énergétique du Canada, même si « l'intégration énergétique » est l'une des principales priorités du PSP et du CNAC. La réunion se poursuit après la sortie de tous les députés conservateurs sauf un.

18 juin 2007

La « liste d'interdiction de vol » de Transports Canada, devenue le Programme de protection des passagers, entre en vigueur. Les lignes aériennes commencent à vérifier si les noms des passagers sont sur une liste de personnes considérées si dangereuses pour le vol qu'elles ne devraient pas avoir la permission de monter à bord. Les passagers dont le nom apparaît sur la liste peuvent faire appel en cas d'erreurs devant un « Bureau de réexamen ». Les experts de la sécurité conviennent que la liste du Canada sera inévitablement fusionnée à la liste américaine, beaucoup plus importante, « d'interdiction de vol », une des grandes priorités du programme de sécurité du PSP. Les lignes aériennes du Canada ont déjà commencé à utiliser la liste américaine, qui contient presque 500 000 noms, et les nouvelles dans les médias de la fin de mai 2007 indiquent qu'elles continuent de l'utiliser au lieu du Programme de protection des passagers.

20 et 21 août 2007

Stephen Harper, George W. Bush et Felipe Calderón doivent se rencontrer à Montebello, Québec pour le troisième sommet prévu du Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité. Le Conseil des Canadiens et d'autres groupes planifient une grande mobilisation contre le PSP pour coïncider avec l'événement.

Septembre 2007

Possibilité de la tenue de la troisième réunion du très secret Forum de l'Amérique du Nord. Les documents sur la stratégie médiatique de 2006 du Forum qui ont fait l'objet d'une fuite révèlent un effort concerté pour se soustraire à l'attention du public et des médias, malgré le fait que ces discussions sur l'intégration de l'Amérique du Nord se déroulent avec des fonctionnaires de hauts rangs tenus de rendre compte aux citoyens du Canada, du Mexique et des États-Unis.